

Commissions

MERCREDI 20 NOVEMBRE 2013

RENCONTRE ENTRE UNE DÉLÉGATION DE LA COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ET LA COMMISSION DE LA DÉFENSE DE LA « TWEEDE KAMER DER STATEN-GENERAAL » À LA HAYE

Commission de la Défense nationale

À l'occasion de son déplacement à Bruxelles et à la suite de sa rencontre avec une délégation de la commission de la Défense nationale de la Chambre des représentants, le 3 juin 2013 à l'ambassade des Pays-Bas à Bruxelles, la commission de la Défense de la « *Tweede Kamer* » des Pays-Bas a invité la commission de la Défense nationale belge à lui rendre visite, à son tour, à La Haye, le 20 novembre 2013.

Les députés néerlandais ont invité leurs homologues belges à participer à un échange de vues concernant l'avenir de la défense européenne et la préparation du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013 consacré à cette question. Au cours de la rencontre de ces deux commissions, la question de la coopération militaire dans le cadre du Benelux a été longuement discutée.

Outre des députés néerlandais et belges, cette réunion a accueilli l'ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg aux Pays-Bas.

Préalablement à leur échange de vues, des représentants des ministères de la Défense des Pays-Bas et de la Belgique ont présenté un exposé sur les principales formes de coopération entre la Belgique et les Pays-Bas. La question du processus décisionnel suivi lors de l'envoi de missions militaires à l'étranger a également été abordée.

La coopération belgo-néerlandaise ne date pas d'hier. Les premières initiatives remontent à 1948. Depuis 1987, elle s'inscrit dans le cadre du Benelux, tant pour la Marine que pour les Composantes terrestre et aérienne. Les économies successives obligent les pays participants à coopérer, faute de quoi la perte de capacités nationales serait inéluctable. L'objectif de la coopération est tant politique (le Benelux peut être considéré comme un exemple en Europe) et opérationnel (conserver une capacité significative et un output opérationnel) que financier (partager et réduire les coûts). Elle concerne les domaines de la formation et de l'entraînement, de l'exécution de tâches militaires, de l'acquisition de matériel et de la logistique et de l'entretien. En vue de compenser les manques au niveau européen, les concepts de *pooling and sharing* et de *smart defence* (OTAN) ont été élaborés. Dans le cadre de la coopération Benelux, il est question d'une approche par phases où trois formes peuvent être distinguées : la coordination, la coopération et l'intégration. Un autre élément important est l'existence d'une structure d'encadrement : le niveau politique est représenté par les *ministres de la Défense* des trois pays ; au niveau inférieur, le niveau politico-militaire, il y a le *comité de pilotage Benelux* (capacités, stratégie et opérations) et au niveau encore inférieur, plusieurs sous-groupes de pilotage (Air, Terre, Médical, Maritime, Formation des officiers, etc.).

Au cours de l'échange de vues entre parlementaires qui a suivi le briefing, on a largement abordé le thème de l'association des parlements belge et néerlandais à la décision de participer à une opération militaire à l'étranger. Plusieurs membres estiment que le gouvernement devrait d'abord demander l'autorisation avant d'envoyer des unités. La procédure néerlandaise a été comparée avec la procédure belge. En ce qui concerne le thème de la coopération, de nombreuses questions ont été posées sur des projets concrets en cours, comme par exemple celui de la marine (Amiral Benelux). Un aspect fondamental de ce débat est la portée de la souveraineté nationale et la mesure dans laquelle les pays sont prêts à accepter certaines limitations de cette souveraineté en vue de parvenir à une forme poussée de coopération militaire.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. Georges Gilkinet

➤ **VENDREDI 29 NOVEMBRE 2013**

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2014, n°s 3070/1 à 3.

Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014, n° 3071/1 à 3.

Exposé général, n° 3069/1.

Justification du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014, n°s 3072/1 à 23.

Commentaires et observations de la Cour des comptes, n° 3070/4.

Amendements de M. Vandeput et Mme Vienne et consorts.

(Rapporteur : M. Kristof Waterschoot).

- Discussion générale avec le ministre du Budget et de la Simplification administrative. (Continuation).

- Le ministre a répondu aux questions des membres.

➤ **MARDI 3 DÉCEMBRE 2013**

Projet de loi programme (I) (art. 47 à 53), n° 3147/1.

- Rapporteur : M. Kristof Waterschoot.

- Le ministre des Finances, chargé de la Fonction publique a donné un exposé introductif.

- La discussion générale et la discussion des articles ont été clôturées. Ont pris la parole : Mme Wouters et MM. Devlies, Goyvaerts, Drèze et Gilkinet. Le ministre a répondu aux questions des membres.

- Des amendements ont été introduits par MM. Goyvaerts et Gilkinet.

- Les amendements ont été rejetés.

- Les articles 47 à 53 ont été adoptés.

- L'ensemble des articles renvoyées à la commission des Finances et du Budget a été adopté par 10 contre 1 voix et 2 abstentions.

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

➤ **MERCREDI 4 DÉCEMBRE 2013**

Projet de loi modifiant la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, la loi du 14 décembre 2005 relative à la suppression des titres au porteur et le chapitre V de la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I) , en ce qui concerne les coffres dormants, n° 3219/1.

- Rapporteur : Mme Veerle Wouters.
- Le ministre des Finances, chargé de la Fonction publique a donné un exposé introductif.
- La discussion générale a été clôturée. Ont pris la parole : Mme Wouters et MM. Devlies et Gilkinet.
- La discussion des articles a été entamée.
- M. Devlies et consorts a déposé 3 amendements et a exposé ceux-ci.

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2014, n° 3070/1 à 3.

Amendements de M. Vandeput et du gouvernement.

Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014, n° 3071/1 à 3.

Amendements de Mme Vienne et consorts et du gouvernement.

Exposé général, n° 3069/1.

Justification du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014, n°s 3072/1 à 23.

Commentaires et observations de la Cour des comptes, n° 3070/4.

Note de politique générale Finances n° 3096/13.

- Discussion de la note de politique générale Finances (suite).

- Le ministre des Finances, chargé de la Fonction publique a répondu aux questions de Mme Wouters et M. Drèze.

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2014, n°s 3070/1 à 3.

Amendements de M. Vandeput et du gouvernement.

Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014, n°s 3071/1 à 3.

Amendements de Mme Vienne et consorts et du gouvernement.

Exposé général, n° 3069/1.

Justification du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014, n°s 3072/1 à 23.

Commentaires et observations de la Cour des comptes, n° 3070/4.

(Rapporteur : M. Kristof Waterschoot).

- Avis des autres commissions permanentes, discussion des articles et votes.

- Le ministre du Budget et de la Simplification administrative a répondu aux questions de MM. Devlies et Vandeput.

- La discussion générale a été clôturée.

- Le gouvernement, M. Frédéric et consorts et Mme Wouters et consorts ont introduits des amendements sur le budget général des dépenses.

- La commission a pris connaissance des avis des autres commissions permanentes.

- La discussion des articles du budget des Voies et Moyens a été clôturée.

- Les amendements du gouvernement ont été adoptés.

- Le projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens a été adopté par 10 contre 3 voix.

- La discussion des articles du budget général des dépenses a été clôturée.

- Les amendements du gouvernement, de M. Frédéric et consorts, de Mme Vienne et consorts et les amendements n°s 23 à 29 et 31 à 33 ont été adoptés.

- L'amendement n° 34 a été retiré par Mme Wouters.
- Le projet de loi contenant le budget général des dépenses a été adopté par 10 contre 3 voix.
- En application du Rgt. 78,4, deuxième alinéa, le délai de correction est réduit par le président.

Prochaine réunion : mardi 10 décembre 2013.

Révision Constitution

COMMISSION DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION ET DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS

Président : M. André Flahaut

➤ **MARDI 3 DÉCEMBRE 2013**

Projets de révision de la Constitution joints :

- Projet de révision de l'article 43 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3161/1.
- Projet de révision de l'article 44 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3162/1.
- Projet de révision de l'article 46 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3163/1.
- Projet de révision de l'article 64 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3164/1.
- Projet de révision de l'article 67 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3165/1.
- Projet de révision de l'article 68 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3166/1.
- Projet de révision de l'article 69 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3167/1.
- Projet de révision de l'article 70 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3168/1.
- Projet de révision de l'article 71 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3169/1.
- Projet de révision de l'article 72 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3170/1.
- Projet de révision de l'article 119 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3171/1.
- Projet de révision de l'article 56 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3172/1.
- Projet de révision de l'article 57 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3173/1.
- Projet de révision de l'article 100 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3174/1.
- Projet de révision de l'article 74 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3175/1.
- Projet de révision de l'article 77 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3176/1.
- Projet de révision de l'article 78 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3177/1.
- Projet de révision de l'article 75 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3178/1.
- Projet de révision de l'article 76 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3179/1.
- Projet de révision de l'article 79 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3180/1.
- Projet de révision de l'article 80 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3181/1.
- Projet de révision de l'article 81 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3182/1.
- Projet de révision de l'article 82 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3183/1.
- Projet de révision de l'article 167 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3184/1.

Propositions de révision de la Constitution jointes :

- Proposition (Peter Logghe, Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs, Rita De Bont, Barbara Pas, Gerolf Annemans) de révision des articles 64 et 69 de la Constitution en vue d'uniformiser l'âge comme condition d'éligibilité, n° 1178/1.
- Proposition (Peter Vanvelthoven) de révision de l'article 70 de la Constitution en vue d'aligner la durée de la législature du Sénat sur celle des Parlements de Communauté et de Région, n° 860/1.
- Proposition (Barbara Pas, Gerolf Annemans, Rita De Bont) de révision de l'article 72 de la Constitution en ce qui concerne les sénateurs de droit, n° 1500/1.

- Rapporteurs : MM. André Frédéric et Luc Van Biesen.
- Exposés introductifs du secrétaire d'Etat aux réformes institutionnelles, ainsi que des auteurs des propositions jointes.
- La discussion a eu lieu. Ont pris la parole : MM. Logghe et Weyts et Mme Pas.
- Des amendements ont été déposés par Mme Pas et consorts et M. Weyts et consorts.
- Tous les amendements ont été rejetés.
- Le projet de révision de la Constitution n° 3161 a été adopté par 10 voix contre 4.
- Tous les autres projets de révision de la Constitution ont été successivement adoptés par 11 voix contre 4.
- Les propositions de révision jointes sont devenues sans objet.

Projets de loi joints :

- Projet de loi modifiant le Code électoral suite à la réforme du Sénat - Transmis par le Sénat, n° 3185/1.
- Projet de loi spéciale insérant un article 217quater et un article 217quinquies dans le Code électoral - Transmis par le Sénat, n° 3186/1.
- Projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, suite à la réforme du Sénat - Transmis par le Sénat, n° 3187/1.
- Projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone suite à la réforme du Sénat - Transmis par le Sénat, n° 3188/1.
- Projet de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives - Transmis par le Sénat, n° 3189/1.
- Projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et à compléter la législation électorale relative aux régions et aux communautés, suite à la réforme du Sénat - Transmis par le Sénat, n° 3190/1.
- Projet de loi modifiant diverses lois suite à la réforme du Sénat et portant diverses modifications en matière électorale - Transmis par le Sénat, n° 3191/1.
- Projet de loi modifiant diverses lois suite à la réforme du Sénat - Transmis par le Sénat, n° 3192/1.

- Rapporteurs : M. Bacquelaine et Mme Gennez.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat aux réformes institutionnelles.
- La discussion a eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par M. Weyts et consorts et Mme Pas et consorts.
- Tous les amendements ont été rejetés.
- Les articles et l'ensemble des projets de loi ont été successivement adoptés par 9 voix contre 5.

Projets de révision de la Constitution joints :

- Projet d'insertion d'un article 39ter dans le Titre III de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3193/1.
- Projet de révision de l'article 65 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3194/1.
- Projet de révision de l'article 117 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3195/1.

Proposition de révision de la Constitution jointe :

Proposition (Peter Vanvelthoven) de révision de l'article 65 de la Constitution en vue d'aligner la durée de la législature de la Chambre des représentants sur celle des parlements de Communauté et de Région, n° 859/1.

- Rapporteurs : Mmes Gennez et Mylle.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat aux réformes institutionnelles.

- La discussion a eu lieu. Ont pris la parole : MM. Weyts et Valkeniers.
- Des amendements ont été déposés par M. Valkeniers et consorts.
- Tous les amendements ont été rejetés.
- Les projets de révision de la Constitution ont été successivement adoptés par 9 voix contre 5.
- La proposition jointe est devenue sans objet.

➤ **MERCREDI 4 DÉCEMBRE 2013**

Projets joints :

- Projet de révision de l'article 118, § 2, de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3196/1.
- Projet de révision de l'article 123, § 2, de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3197/1.

Proposition de révision de la Constitution jointe :

Proposition (Olivier Maingain, François-Xavier de Donnea, Corinne De Permentier, Kattrin Jadin, Marie-Christine Marghem, Denis Ducarme, Damien Thiéry) de révision des articles 118 et 123 de la Constitution en vue d'accorder l'autonomie constitutive à la Région bruxelloise et à la Communauté germanophone, n° 614/1.

- Projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, en exécution des articles 118 et 123 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3198/1.
- Projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone et la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Communauté germanophone, en exécution des articles 118 et 123 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3199/1.

- Rapporteurs : Mme Jadin et M. Van Grootenbrulle.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat aux réformes institutionnelles et de l'auteur principal de la proposition jointe.
- La discussion a eu lieu. Ont pris la parole : Mmes Van Vaerenbergh et Jadin, MM. Maingain et Schoofs.
- Des amendements ont été déposés par M. Schoofs et consorts.
- Tous les amendements ont été rejetés.
- Les projets de révision de la Constitution ont été successivement adoptés par 11 voix contre 4. - En conséquence, la proposition de révision de la Constitution jointe est devenue sans objet.
- Les articles et l'ensemble des projets de loi ont été successivement adoptés par 11 voix contre 4.

Projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises - Transmis par le Sénat, n° 3200/1.

- Rapporteurs : Mmes Jadin et Fonck.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat aux réformes institutionnelles.
- La discussion a eu lieu. Ont pris la parole : Mme Pas et MM. Maingain et Weyts.
- Des amendements ont été déposés par M. Weyts et consorts et Mme Pas et consorts.
- Tous les amendements ont été rejetés.
- Les articles et l'ensemble du projet de loi spéciale ont été successivement adoptés par 11 voix contre 4.

Projet de loi spéciale relative à la Sixième Réforme de l'Etat - Transmis par le Sénat, n° 3201/1.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi spéciale (Renaat Landuyt) modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises en vue de transférer la compétence de coordination des zones de police sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, n° 46/1.
- Proposition de loi spéciale (Eric Jadot, Kristof Calvo, Stefaan Van Hecke, Eva Brems, Meyrem Almaci, Wouter De Vriendt) modifiant, en ce qui concerne la compétence en matière de climat, la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, n° 96/1.
- Proposition de loi spéciale (Leen Dierick, Nahima Lanjri, Jef Van den Bergh, Stefaan Vercamer, Sonja Becq, Nathalie Muylle) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne les services d'incendie, n° 169/1 et 2.
- Proposition de loi spéciale (Liesbeth Van der Auwera, Nathalie Muylle, Sonja Becq, Jef Van den Bergh, Leen Dierick) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, n° 255/1.
- Proposition de loi spéciale (Gerolf Annemans, Rita De Bont, Barbara Pas) modifiant l'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en ce qui concerne les chemins de fer, n° 623/1.

- Proposition de loi spéciale (Daniel Bacquelaine, François-Xavier de Donnea, Kattrin Jadin, Jacqueline Galant, Corinne De Permentier) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue d'une nouvelle répartition des compétences en matière de protection de la jeunesse, n° 636/1.
- Proposition de loi spéciale (Alexandra Colen, Rita De Bont, Barbara Pas, Gerolf Annemans) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de défédéraliser la procédure d'expropriation, n° 848/1.
- Proposition de loi (Rita De Bont, Barbara Pas, Gerolf Annemans) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne le commerce extérieur, n° 920/1.
- Proposition de loi (Hagen Goyvaerts, Rita De Bont, Gerolf Annemans, Barbara Pas, Annick Ponthier) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne les services d'incendie, n° 935/1.
- Proposition de loi spéciale (Guy D'haeseleer, Rita De Bont, Barbara Pas, Gerolf Annemans) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de la scission de la sécurité sociale, n° 1061/1.
- Proposition de loi spéciale (Bert Schoofs, Hagen Goyvaerts, Rita De Bont, Gerolf Annemans, Barbara Pas) modifiant l'article 5, § 1er, II, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne l'examen de citoyenneté prescrit en vue de la naturalisation d'étrangers, n° 1132/1.
- Proposition de loi spéciale (Guy D'haeseleer, Rita De Bont, Barbara Pas) précisant explicitement que les Régions et les Communautés sont habilitées à rendre obligatoires les conventions collectives de travail ou les dispositions des conventions collectives de travail conclues dans des matières relevant de leurs compétences, n° 1204/1.
- Proposition de loi (Barbara Pas, Bert Schoofs, Rita De Bont, Gerolf Annemans, Bruno Valkeniers) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de la régionalisation de la politique en matière d'implantations commerciales, n° 1490/1.
- Proposition de loi spéciale (Barbara Pas, Gerolf Annemans, Rita De Bont) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de transférer aux communautés l'intégralité de la politique ainsi que les règles organiques relatives aux centres publics d'action sociale, n° 1667/1.
- Proposition de loi spéciale (Daphné Dumery, Theo Francken, Sarah Smeyers) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne les permis de travail et les autorisations d'occupation et la déclaration préalable pour les travailleurs salariés et indépendants détachés, n° 1976/1.

- Rapporteur : Mmes Mylle et Fonck.
- Exposés introductifs du secrétaire d'Etat aux réformes institutionnelles et des auteurs des propositions de loi jointes.
- La discussion générale a été entamée. Ont pris la parole : Mmes Dumery, Van Vaerenbergh et Pas et M. Valkeniers.
- Des amendements ont été déposés par M. D'haeseleer et consorts et Mme Dumery et consorts.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 3 DÉCEMBRE 2013**

Projet de loi concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis et le jour de carence ainsi que de mesures d'accompagnement (art. 1 à 99 et 103 à 109), n° 3144/1.

- Rapporteur : M. Vercamer.
- Exposé introductif par la ministre de l'Emploi.
- La discussion générale a eu lieu.
- La discussion des articles a eu lieu.
- Des amendements ont été introduits par Mme Kitir et consorts et par Mme Genot et consorts.
- Les amendements n°s 1, 2, 3 et 4 ont été adoptés; les amendements n°s 5, 6, 7, 8 et 9 ont été rejetés.
- Les articles, tel que modifiés, ont été successivement adoptés.
- L'ensemble des dispositions renvoyées à la commission, y compris des corrections d'ordre techniques et linguistiques, a été adopté par 9 contre 2 voix.

Projet de loi-programme (I) (art. 11 à 13 et 15 à 18), n° 3147/1.

- Rapporteur : M. David Clarinval.
- Exposé introductif par la ministre de l'Emploi.
- La discussion des articles a eu lieu. Les articles ont été successivement adoptés sans modification
- La commission votera sur l'ensemble des dispositions renvoyées après la discussion des articles 19 à 30 et 37 à 38.

Prochaine réunion : mardi 10 décembre 2013.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : Mme Sabien Lahaye-Battheu

➤ **MARDI 3 DÉCEMBRE 2013**

Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 33 - SPF Entreprises publiques (partim : Mobilité), n°s 3070/4, 3071/2, 3072/19 et 3096/21.

Commentaires et observations de la Cour des Comptes.

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Rapporteur : Mme Valérie De Bue.

- MM. Wollants, Balcaen, Veys et Mmes Emmery, De Bue, Wierinck et Snoy et d'Oppuers ont posés des questions.

- Par 10 contre 4 voix, la commission a émis un avis favorable.

Projet de loi portant des dispositions diverses relatives aux services postaux, n° 3134/1.

- Rapporteur : Mme Valérie De Bue.

- La discussion a eu lieu.

- Ont pris la parole : Mme Van Eetvelde, MM. Balcaen et Veys.

- Deux amendements ont été introduits sur l'article 9. L'amendement de Mme Van Eetvelde a été rejeté par 13 contre 1 voix. L'amendement de Mme Lahaye-Battheu et consorts a été adopté à l'unanimité.

- L'ensemble du projet de loi, tel que modifié, a été adopté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

Prochaine réunion : lundi 9 décembre 2013.

Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ **MARDI 3 DÉCEMBRE 2013**

Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014 y compris la justification et la note de politique générale) - Section 46 - SPP Politique scientifique, n°s 3070/4, 3071/2, 3072/21 et 3096/7.

Commentaires et observations de la Cour des comptes.

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Rapporteur : Mme Warzée-Caverenne.
- Le secrétaire d'état de la Politique scientifique a expliqué la note de politique générale.
- Le secrétaire d'état de la Politique scientifique a répondu aux questions des dames Coudyser, Lalieux, Dierick et Jadin et de MM. Wilrijcx et George.
- La discussion a été clôturée.
- Par 9 voix et 2 abstentions, la commission a émis un avis favorable.

Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014 y compris la justification et la note de politique générale) - Section 2 - SPF Chancellerie du Premier ministre (partim : Institutions culturelles fédérales), n°s 3070/4, 3071/1, 3072/3 et 3096/6.

Commentaires et observations de la Cour des comptes.

Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Rapporteur : Mme Warzée-Caverenne.
- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles a expliqué la note de politique générale.
- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles a répondu aux questions des dames Coudyser et Lalieux.
- La discussion a été clôturée.
- Par 10 voix et 2 abstentions, la commission a émis un avis favorable.

Projet de loi-programme (I) (art. 7-9), n° 3147/1.

- Rapporteur : Mme Ann Vanheste.
- Le vice-premier ministre et ministre de l'Economie, des Consommateurs et de la Mer du Nord a expliqué la note de politique générale.
- Le vice-premier ministre et ministre de l'Economie, des Consommateurs et de la Mer du Nord a répondu aux questions de M. Uyttersprot.
- La discussion a été clôturée.
- Amendement n° 1 de M. Uyttersprot a été rejeté.
- Moyennant quelques corrections de texte, les articles 7 à 9 sont ensuite adoptés par 10 voix et 2 abstentions.

➤ **MERCREDI 4 DÉCEMBRE 2013**

Projet de loi portant des dispositions diverses en matière d'énergie, n° 3155/1.

- Rapporteur : M. Willem-Frederic Schiltz.
- Le secrétaire d'état à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité a donné une explication.
- La discussion générale a été entamée.

Projet de loi-programme (I) (art. 1-3), n° 3147/1.

- Rapporteur : M. David Clarinval.
- Le secrétaire d'état à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité a donné une explication.
- La discussion a été clôturée.
- Les articles 1 à 3 ont été successivement adoptés sans modification.
- L'ensemble des dispositions renvoyées à la commission a été adopté avec 8 voix et 3 abstentions.

Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 32 - SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie (partim : Energie), n°s 3070/4, 3071/2, 3072/18 et 3096/20.
Commentaires et observations de la Cour des comptes.
(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Rapporteur : M. David Clarinval.
- Le secrétaire d'état à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité a expliqué la note de politique générale.
- Ont pris la parole: MM. Wollants, Clarinval, Logghe, Calvo et Mme Dierick et Lalieux.
- Par 9 contre 1 voix et 2 abstentions, la commission émis un avis favorable.

Prochaine réunion : mardi 10 décembre 2013.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Siegfried Bracke

➤ **MARDI 3 DÉCEMBRE 2013**

Projet de loi-programme (II), n° 3148/1.

- Rapporteur : Mme Nahima Lanjri.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Aucun amendement n'a été déposé.

- Les articles, auxquels ont été apportés quelques corrections techniques, ont été successivement adoptés.
- L'ensemble du projet de loi-programme a été adopté par 13 voix et une abstention.

Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 13- SPF Intérieur (partim: migration et asile) et Section 44 SPP Intégration sociale, lutte contre la pauvreté et économie sociale (partim: accueil des demandeurs d'asile) n°s 3070/4, 3071/1 et 2, 3072/8 et 20 et 3096/16 et 17.

Commentaires et observations de la Cour des comptes.
(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Rapporteur : Mme Jacqueline Galant.
- La secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration a expliqué les notes de politique générale
- La discussion a eu lieu.

- Par 9 voix contre 4, la commission a émis un avis favorable.

➤ **MERCREDI 4 DÉCEMBRE 2013**

Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 04- SPF Personnel et Organisation et Section 05 - SPF Technologie de l'Information et de la Communication, n°s 3070/4, 3071/1, 3072/5 et 6 et 3096/4.

Commentaires et observations de la Cour des comptes.

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Rapporteur : Mme Jacqueline Galant.
- Le secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics a exposé les notes de politique générale.
- La discussion a eu lieu.
- Par 10 voix et 3 abstentions, la commission a émis un avis favorable.

Prochaine réunion : mardi 10 décembre 2013.

Comptabilité

COMMISSION DE LA COMPTABILITÉ

Président : M. André Flahaut

➤ **MERCREDI 4 DÉCEMBRE 2013**

Comptes 2012 et propositions budgétaires 2014 de la Chambre et du financement des partis politiques.
(Présentation, discussion et votes).

Échange de vues sur les comptes de l'année 2012, les ajustements du budget 2013 et les propositions budgétaires 2014 :

- la Cour des comptes;
 - la Cour constitutionnelle;
 - le Conseil supérieur de la Justice;
 - le Comité permanent de contrôle des services de police;

 - le Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité;
 - le Collège des médiateurs fédéraux;
 - la Commission de la protection de la vie privée;
 - les Commissions de nomination pour le notariat.
- (Votes).

- Rapporteur : M. André Frédéric.

- Ont pris la parole: M. André Flahaut, Président de la Chambre, Mme Burgeon, Présidente du Collège des questeurs, MM. André Frédéric, Steven Vandeput, Stefaan Van Hecke, Guy D'haeseleer et Raf Terwingen.

Budget 2014.

- Ont pris la parole: M. André Flahaut, Président de la Chambre, et MM. André Frédéric, Steven Vandeput et Luk Van Biesen.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Maya Detiège

➤ **MERCREDI 4 DÉCEMBRE 2013**

Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 24 - SPF Sécurité sociale (partim : Victimes de guerre), n°s 3070/4, 3071/2, 3072/16 et 3096/3.

Commentaires et observations de la Cour des comptes.

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Rapporteur : Mme Nathalie Muylle.
- Le ministre a expliqué la note de politique générale.
- La discussion a eu lieu.
- Par 8 voix contre 1 la commission a émis un avis favorable.

Projet de loi-programme (I) (art. 14), n° 3147/1.

- Rapporteur : M. Franco Seminara.
- La discussion a été clôturée.
- L'article a été adopté.

Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 44 - SPF Intégration Sociale, Lutte contre la Pauvreté et Economie Sociale (partim : Intégration Sociale et Lutte contre la Pauvreté), n°s 3070/4, 3071/2, 3072/20 et 3096/18.

Commentaires et observations de la Cour des comptes.

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Rapporteur : Mme Nathalie Muylle.
- Le secrétaire d'Etat a expliqué la note de politique générale.
- La discussion a eu lieu.
- Par 11 voix contre 1 et une abstention la commission a émis un avis favorable.

Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de bien-être animal, CITES et santé des animaux, n° 3104/1.

- Rapporteur : Mme Inge De Meulemeester.
- Les amendements n°s 1 à 9 ont été introduits par Mmes De Bont et Snoy et consorts.
- La discussion a été clôturée.
- Des corrections d'ordre linguistiques et techniques ont été apportées.
- Les articles ont été successivement adoptés y compris des corrections d'ordre linguistiques et techniques.
- Le projet de loi a été adopté par 13 voix et une abstention.

Projet de loi modifiant la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes, n° 3112/1.

- Rapporteur : Mmes Thérèse Snoy et d'Oppuers et Valérie Warzée-Caverenne.
- La discussion a été clôturée.
- Des corrections d'ordre linguistiques et techniques ont été apportées.
- Les articles ont été successivement adoptés, y compris des corrections d'ordre linguistiques et techniques.
- Le projet de loi a été adopté par 13 voix et une abstention.

Projet de loi-programme (I) (art. 31 à 36 et 39 à 46), n° 3147/1.

- Rapporteur : M. Franco Seminara.
- La discussion a été clôturée.
- Des corrections d'ordre linguistiques et techniques ont été apportées.
- Les articles ont été successivement adoptés, y compris des corrections d'ordre linguistiques et techniques.

Prochaine réunion : mercredi 11 décembre 2013.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MERCREDI 4 DÉCEMBRE 2013**

Projet de loi portant assentiment à la Convention n° 189 concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques, adoptée à Genève le 16 juin 2011 par la Conférence internationale du travail à sa 100e session - Transmis par le Sénat, n° 3120/1.

- Rapporteur : M. Bruno Tuybens.
- La commission décide à l'unanimité de faire rapport oral à la séance plénière.
- La discussion a eu lieu.
- Les articles 1^{er} et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi sont successivement adoptés à l'unanimité.

Projet de loi portant assentiment au Protocole d'amendement à la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, fait à Paris le 27 mai 2010 - Transmis par le Sénat, n° 3114/1.

Projets de loi joints :

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la Principauté de Liechtenstein en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, fait à Bruxelles le 10 novembre 2009 - Transmis par le Sénat, n° 3115/1.
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Antigua-et-Barbuda en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, fait à Bruxelles le 7 décembre 2009 - Transmis par le Sénat, n° 3121/1.
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de Montserrat, tel que mandaté par le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, fait à Londres le 16 février 2010 - Transmis par le Sénat, n° 3122/1.
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Anguilla en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, signé à Bruxelles le 11 mai 2010 et à The Valley le 24 septembre 2010 - Transmis par le Sénat, n° 3123/1.

- La commission décide de joindre le projet de loi 3114/001 aux projets de loi joints du point 3.
- Rapporteur : M. Herman De Croo.
- La discussion a eu lieu.
- Les articles 1^{er} et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi 3114 sont successivement adoptés à l'unanimité.
- Les articles 1^{er} et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi 3115 sont successivement adoptés à l'unanimité.
- Les articles 1^{er} et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi 3121 sont successivement adoptés à l'unanimité.
- Les articles 1^{er} et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi 3122 sont successivement adoptés à l'unanimité.
- Les articles 1^{er} et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi 3123 sont successivement adoptés à l'unanimité.

Projet de loi portant assentiment à l'Accord sur le transport aérien entre le Canada et la Communauté européenne et ses Etats membres, fait à Bruxelles le 17 décembre 2009 - Transmis par le Sénat, n° 3116/1.

- Rapporteur : Mme Els Demol.
- La discussion a eu lieu.
- Les articles 1^{er} et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi sont successivement adoptés à l'unanimité.

Projets de loi joints :

- Projet de loi portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et le Monténégro, faite à Bruxelles le 9 juin 2010 - Transmis par le Sénat, n° 3117/1.
- Projet de loi portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République de Serbie, faite à Bruxelles le 15 juillet 2010 - Transmis par le Sénat, n° 3118/1.

- Rapporteur : Mme Els Demol.
- La discussion a eu lieu.
- Les articles 1^{er} à 3, ainsi que l'ensemble du projet de loi 3117 sont successivement adoptés à l'unanimité.
- Les articles 1^{er} à 3, ainsi que l'ensemble du projet de loi 3118 sont successivement adoptés à l'unanimité.

Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique, le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-duché de Luxembourg, concernant la mise en place et l'exploitation d'un centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune, fait à Luxembourg le 24 octobre 2008 - Transmis par le Sénat, n° 3119/1.

- Rapporteur : M. Georges Dallemagne.
- La discussion a eu lieu.
- Les articles 1^{er} et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi sont successivement adoptés à l'unanimité.

Projet de loi portant assentiment au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, adopté à New York le 19 décembre 2011 - Transmis par le Sénat, n° 3124/1.

- Rapporteur : M. Roel Deseyn.
- La discussion a eu lieu.
- Les articles 1^{er} à 3, ainsi que l'ensemble du projet de loi sont successivement adoptés à l'unanimité.

Projet de loi modifiant la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération au Développement - Amendé par le Sénat, n° 2923/6.

- Rapporteur : M. Philippe Blanchart.
- La discussion a eu lieu.
- Les articles 1^{er} à 24, ainsi que l'ensemble du projet de loi sont successivement adoptés par 9 voix et 3 abstentions.

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

Prochaine réunion : mardi 11 décembre 2013.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Filip De Man

➤ **MERCREDI 4 DÉCEMBRE 2013**

Proposition de résolution (Karolien Grosemans, Jan Jambon, Theo Francken, Bert Maertens) relative à la politique du genre à la Défense, n° 2736/1.

(Continuation) (Rapporteur : Mme Annick Ponthier).

- Ordre des travaux : fixation de la liste des personnes ou organisations à entendre

- La commission a fixé la liste des personnes ou organisations à entendre.

Proposition de résolution (Corinne De Permentier, Josy Arens, Vincent Sampaoli) relative à l'instauration d'une journée nationale des porte-drapeaux, n° 1657/1.

- Rapporteur: M. Bert Maertens.

- Mme De Permentier a donné un exposé introductif.

- Ont pris la parole lors de la discussion: MM. Sampaoli et Maertens, Mmes De Permentier et Ponthier, M. Van Quickenborne et le vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale.

- Mme Ponthier a introduit un amendement.

Proposition de résolution (Vincent Sampaoli, Christophe Lacroix, Philippe Blanchart, Eric Thiébaud) relative aux soixantième anniversaire de la fin de la guerre de Corée, n° 2876/1.

- Rapporteur: M. Kristof Waterschoot.
- M. Sampaoli a donné un exposé introductif.
- Ont pris la parole lors de la discussion: MM. Maertens et Waterschoot, Mme Ponthier, MM. Van Quickenborne et Lacroix et le vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale.
- M. Van Quickenborne a introduit un amendement.

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

Prochaine réunion : lundi 9 décembre 2013.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Kristien Van Vaerenbergh

➤ **MERCREDI 4 DÉCEMBRE 2013**

Projets de loi joints :

- Projet de loi portant des mesures diverses relatives à l'amélioration du recouvrement des peines patrimoniales et des frais de justice en matière pénale (I), n°s 2934/4 et 5.
Amendements du gouvernement et de Mme Van Cauter et consorts renvoyés en commission par la séance plénière du jeudi 28 novembre 2013.
- Projet de loi portant des mesures diverses relatives à l'amélioration du recouvrement des peines patrimoniales et des frais de justice en matière pénale (II), n°s 2935/4 et 5.
Amendements du gouvernement renvoyés en commission par la séance plénière du jeudi 28 novembre 2013.
- DOC 53 2934/4 et 5: les amendements n°s 12 à 16 renvoyés à la commission ont été expliqués et successivement adoptés.
- Le projet de loi tel qu'amendé est adopté par 10 contre 3 voix.
- DOC 53 2935/4 et 5: les amendements n°s 2 et 3 renvoyés à la commission ont été expliqués et successivement adoptés.
- Le projet de loi tel qu'amendé est adopté par 10 contre 3 voix.
- La commission a décidé à l'unanimité de ne pas faire de rapport (art. 78.2 Rgt.).

Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de Justice, n° 3149/1.

- Rapporteur : M. Philippe Goffin.
- Le ministre a expliqué le projet de loi.
- La discussion générale a eu lieu.
- Mme Becq souhaite joindre sa proposition de loi n° 3143 à la discussion.
- La discussion des articles a été entamé.
- Mmes Becq et Van Vaerenbergh ont introduits des amendements.

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

Prochaine réunion : mardi 10 décembre 2013.

Poursuites

COMMISSION DES POURSUITES

Président : M. Gerald Kindermans

➤ **JEUDI 5 DÉCEMBRE 2013**

Poursuites à charge d'un membre (Continuation). (Rapporteur : M. Renaat Landuyt).

- A l'unanimité, la commission a émis un avis.

Commission de suivi crise financière

COMMISSION SPÉCIALE DE SUIVI CHARGÉE D'EXAMINER LA CRISE FINANCIÈRE

Président : M. Herman De Croo

➤ **VENDREDI 6 DÉCEMBRE 2013**

Stresstests pour les institutions financières.

- Audition de M. Tom Franck, Service de politique prudentielle et stabilité financière, Banque nationale de Belgique.

(Rapporteurs : Mme Christiane Vienne et MM. Philippe Goffin et Jenne De Potter).

- M. Franck a donné un exposé introductif et a ensuite répondu aux questions de M. De Croo.